

« L'obligation naturelle »

L'avant-projet Catala, dont il semble désormais acquis qu'il aboutira, propose dans son article 1151 une définition de la notion d'obligation naturelle, celle-ci recouvrirait « un devoir de conscience envers autrui ». Il ajoute que cette obligation « peut donner lieu à une exécution volontaire, sans répétition, ou à une promesse exécutoire de s'en acquitter ». Notre Code actuel reste muet sur cette notion. En effet, l'article 1235 du Code civil ne fait que l'évoquer, selon ses termes, « la répétition n'est pas admise à l'égard des obligations naturelles qui ont été volontairement acquittées ». Les rédacteurs du Code civil se sont donc abstenus d'en proposer une définition.

Mais avant de s'intéresser davantage aux obligations naturelles, il est nécessaire de revenir sur la notion d'obligation proprement dite. Une obligation se définit comme le lien de droit entre deux personnes en vertu duquel l'une d'entre elles, le créancier, peut exiger de l'autre, le débiteur, une prestation ou une abstention. L'obligation peut se concevoir sous un aspect actif, c'est le droit de créance mais également sous un aspect passif, c'est la dette. Selon le schéma classique, l'obligation se compose de deux éléments qui sont la dette et le pouvoir de contraindre. La dette (ou debitum) est ce qui est dû au sujet actif de l'obligation, en dehors de toute phase de contrainte. C'est le lien juridique entre le créancier et le débiteur. Le pouvoir de contrainte (ou obligatio) permet au créancier d'obtenir le recouvrement de sa créance. Les moyens de contrainte dont dispose le créancier sont variés. Il a ainsi un droit de gage général sur le patrimoine de son débiteur, la contrainte s'exerce de manière indirecte sur le débiteur, c'est-à-dire à travers ses biens. Mais la façon dont le débiteur peut être contraint dépend de la nature même de l'obligation. Il est alors nécessaire à ce stade de distinguer l'obligation civile d'obligation naturelle. La contrainte est nécessaire à l'existence d'une obligation civile. A défaut, l'obligation ne sera pas parfaite. L'obligation naturelle se définit habituellement comme une obligation juridique dépourvue de sanction. Par rapport au schéma traditionnel, ce type d'obligation se concentre donc uniquement sur le debitum. On doit cette notion au droit romain qui avait envisagé deux hypothèses dans lesquelles l'obligation n'était pas civile mais naturelle. C'était le cas de l'esclave qui contractait malgré son incapacité juridique et le cas où l'obligation avait été consentie en dehors des formes impératives. Une action en justice n'était alors pas possible mais dès lors que le débiteur s'exécutait spontanément, il accomplissait une obligation naturelle insusceptible d'être remise en cause .

Toutefois, l'obligation naturelle reste difficile à cerner. La question est avant de savoir si un engagement unilatéral de volonté peut faire naître une obligation civile. Les auteurs s'accordent à dire qu'une obligation naturelle dès lors qu'elle est exécutée devient contraignante mais ils se partagent pour expliquer ce phénomène. Ainsi les conceptions qu'ils ont de l'obligation naturelle diffèrent. Il sera donc pertinent de s'interroger sur le régime de cette obligation si originale mais surtout sur

ses fondements, ses sources. L'obligation naturelle est vraiment particulière en son genre puisqu'elle a la faculté de changer de nature. En effet, lorsqu'elle est volontairement exécutée, l'obligation naturelle se transforme en obligation civile. Cette transformation est qualifiée par une partie de la doctrine de novation. Ce terme a été l'objet de vives controverses, certains lui reprochant d'être inadapté. Il pourra de ce fait être intéressant de revenir sur cette notion.

L'obligation naturelle a été l'objet de vives controverses (I) dont les effets se font encore ressentir de nos jours sur les effets de celle-ci (II).

Plan détaillé

I. La nature controversée de l'obligation naturelle

A. La théorie classique ou objective : une obligation civile imparfaite

C'est une théorie qui a été portée par Aubry et Rau, elle trouve sa source dans le droit romain. Selon celle-ci, l'obligation naturelle n'est rien d'autre qu'une obligation civile dépourvue toutefois de force contraignante, donc de sanction juridique, du fait d'un vice lors de sa formation ou d'un événement postérieur. L'obligation naturelle est précédée d'une obligation civile « avortée » ou « imparfaite ». L'obligation naturelle a pour fondement l'obligation civile.

L'exemple le plus repris dans les manuels pour illustrer cette théorie est celui de l'obligation prescrite. L'écoulement du temps a dépourvue l'obligation civile de son élément de contrainte. Elle ne peut plus faire l'objet d'une exécution forcée, l'exécution spontanée du débiteur demeure valable, il se libère de son obligation naturelle, du fardeau qu'il a sur la conscience.

B. La théorie moderne ou subjective : un devoir moral monté à la vie juridique

Cette théorie a vu le jour au début du XXème siècle et s'est développée principalement sous la plume de Ripert. Elle trouve sa source dans le droit canonique. Selon celle-ci, tous les devoirs moraux ne peuvent être sanctionnés. Cependant, lorsque le débiteur s'engage volontairement à exécuter son devoir moral, cette obligation « monte » à la vie juridique et se transforme alors en obligation civile. Les modernes contestent donc l'attachement des classiques à la notion d'obligation civile. Le fondement de l'obligation naturelle est donc le devoir moral.

La théorie moderne a beaucoup influencé les auteurs contemporains et la jurisprudence (Civ. 1^{er}, 10 octobre 1995).

La théorie comporte toutefois des limites. En effet, elle ne définit pas a priori le domaine des obligations naturelles, qui sont déduites a posteriori par le juge de la constatation d'une obligation atypique.

Exemple : pas d'obligation civile de verser des aliments entre frères et sœurs mais c'est une obligation naturelle, un devoir moral.

Ces différentes conceptions de l'obligation naturelle montrent la difficulté qu'il existe pour expliquer comment une personne peut créer une obligation civile de par un simple engagement unilatéral de volonté. En effet, il peut paraître surprenant qu'un individu puisse être contraint en justice afin qu'il exécute son engagement qu'il est seul à s'être imposé. La seconde théorie semble la plus probable.

II. Les effets de l'obligation naturelle

A. L'exécution de l'obligation naturelle

L'obligation naturelle ne peut faire l'objet d'une exécution forcée à moins que celle-ci se soit transformée en obligation civile. Dans cette dernière hypothèse, le créancier pourra exiger du débiteur qu'il exécute l'obligation (Civ. 1^{er}, 10 octobre 1995). Dans les autres cas, toutes mesures de cautionnement ou de compensation sont exclues.

Par ailleurs, l'obligation naturelle est régie par le principe de l'absence de répétition de l'indu en cas d'exécution (article 1235 du Code civil). Le débiteur ne peut pas demander le remboursement lorsqu'il s'est volontairement exécuté. Néanmoins, le débiteur pourra exceptionnellement obtenir un remboursement s'il a émis des réserves, c'est-à-dire que sa volonté n'était pas entière et totale. Le débiteur devait savoir au moment du paiement qu'il n'y était pas tenu.

Il est nécessaire de distinguer l'obligation naturelle d'une simple libéralité (contrat unilatéral à titre gratuit). En effet, le débiteur ne s'appauvrit que par une exécution dépendant de sa seule volonté.

L'obligation naturelle n'est utile que s'il s'agit d'un engagement unilatéral de volonté avec un pouvoir de contrainte du créancier.

B. La transformation de l'obligation naturelle en obligation civile et la notion de novation

Le terme « novation » a fait couler beaucoup d'encre au sein de la doctrine. Certains utilisent en effet ce terme pour définir la transformation de l'obligation naturelle en obligation civile. Ce terme est contestable dans la mesure où la novation suppose l'extinction d'une première obligation et son remplacement par une autre. Or selon Rémy Libchaber, ceci suppose que la première obligation ait un effet obligatoire auquel cas on ne constate en réalité qu'une création pure et simple. De surcroît, cela suppose que ces deux obligations soient différentes. Or dans le cas de la transformation d'une obligation naturelle en obligation civile les deux ont le même objet. L'obligation est la même mais elle évolue dans ses effets.

L'exécution d'une obligation naturelle constitue un engagement unilatéral de volonté. Civ. 1^{er}, 10 octobre 1995 = la Cour de cassation considère que la transformation repose sur l'engagement unilatéral d'exécuter une obligation naturelle et cela ne nécessite point l'existence préalable d'une obligation civile.

Conditions nécessaires à la transformation : conditions habituellement exigées pour le consentement, la capacité, l'objet et la cause à l'article 1341 du Code civil.

Les règles de preuve qui pourront éventuellement s'appliquer sont celles de l'article 1341 du Code civil.

Par référence à l'arrêt précédemment cité on pourra ajouter que l'obligation naturelle permet aux juges dans des situations peu propices à l'indemnisation du créancier (illicéité) d'obtenir quand même satisfaction. On pourrait parler d'une sorte de « bouée de secours » du créancier (encore faut-il que les juges soient de son côté et acceptent d'appliquer le régime de l'obligation naturelle).